

grandeur de son pays pour condamner à mort des institutions comme celles des Jésuites de Beyrouth, d'Arménie, du Kiang-Nan, de Madagascar, etc ; comme celle encore des Dominicains de Mésopotamie et de tant d'autres dont nous esquissons ici, tous les quinze jours, la glorieuse histoire. Que de chiffres d'une incomparable éloquence nous avons mis à plusieurs reprises sous les yeux de nos lecteurs ! Il y a quelques années la mission italienne de Biarbékirk fut, sur la demande de son supérieur, donnée à une province française ; va-t-on, par un refus irraisonné, changer, au profit de nos voisins, ce qui avait été fait au nôtre, et oubliera-t-on les éloges dont le gouvernement français a comblé les religieux lors des massacres d'Arménie ?

Nous ne répéterons pas les faits nombreux portés à la tribune du Sénat par l'amiral de Cuverville ; nous nous bornerons à renvoyer ceux de nos lecteurs qui voudraient avoir des détails au beau discours de l'intrépide sénateur, aussi ferme catholique que marin éminent, M. de Cuverville a parlé en témoin autorisé, en homme qui a vu. Qu'il nous suffise de rappeler les tristes conséquences entraînées au XVIIIe siècle par la suppression de la Compagnie de Jésus. Les colonies espagnoles et portugaises reçurent de ce fait un coup dont elles ne se relevèrent jamais. Il y aurait là une étude attristante à faire, mais fort instructive pour les hommes d'Etat et pour ceux qui veulent se lancer dans la politique active de leur pays. Si le XVIIIe siècle n'avait pas répandu, par le monde, ses principes d'impiété, prônés par des